

éditorial

Le choix du P.S.U.

Jean-Marie Vincent

Depuis les élections présidentielles de juin 1969, la vie politique française paraissait simple et stable. On avait d'un côté une majorité conservatrice qui se croyait assurée de durer, de l'autre côté une opposition incertaine représentée essentiellement par un parti socialiste travaillé sourdement par le centrisme et un parti communiste toujours imposant, mais enlisé dans le marais de l'unité de la gauche. Il y avait bien eu quelques petites dissonances, les grèves-bouchons et « sauvages » de l'automne, les manifestations de commerçants, les déclarations de Georges Séguy sur la possibilité d'un septennat écourté, l'élection de Michel Rocard dans les Yvelines, mais après l'échec de la grève de l'E.D.F. en décembre et la signature des quelques contrats de progrès le régime pensait avoir fait rentrer les choses dans l'ordre.

Au printemps 1970 il crut même le temps venu de casser la contestation des commerçants et des étudiants. Une série d'attentats venus à point et pratiqués par des gens comme l'U.D.R. Schénardi à Besançon furent mis sur le dos du C.I.D.-Unati ou des maoïstes de la « Gauche prolétarienne ». Il s'agissait de créer les conditions d'un mouvement d'opinion contre le « gauchisme » en présentant toute perspective révolutionnaire ou toute affirmation révolutionnaire comme obligatoirement liée à des désordres anarchiques, dépourvus de sens pour les masses. L'opération fut une réussite psychologique grâce en particulier aux campagnes anti-gauchistes du P.C.F. et dans une mesure beaucoup moindre, grâce aux erreurs tactiques des « gauchistes » eux-mêmes. Le gouvernement crut la situation si bien assainie pour lui qu'il mit au point sa loi anti-casseurs contre l'ensemble du mouvement ouvrier. Pour compléter ce verrouillage il offrit à tous les éléments opportunistes du centre et

du parti socialiste des promesses alléchantes pour les prochaines élections municipales. Malgré cette réussite apparente, cet édifice est aujourd'hui lézardé par les contrecoups de la lutte des classes. La réorganisation capitaliste de l'économie sous le coup de fouet de la concurrence internationale contraint à la lutte des secteurs populaires de plus en plus nombreux et prolonge ainsi l'ébranlement de mai-juin 1968. De ce fait, il n'est pas impossible que l'automne prochain soit marqué par une nouvelle poussée de grèves et le mécontentement des paysans ou des commerçants peut de nouveau arriver au point d'ébullition. C'est dire que si la désorientation politique du mouvement ouvrier joue toujours en faveur du régime, il n'est pas immunisé contre des surprises désagréables. De ce point de vue ce qui s'est passé à Nancy est extrêmement significatif, même si le débouché du mécontentement est pour le moment réactionnaire (Jean-Jacques Servan-Schreiber).

C'est dans ce contexte, à la fois confus et riche de possibilités que le P.S.U. doit insérer son action. Il a d'abord à mener une lutte résolue contre toutes les résurgences du réformisme technocratique qui entend enfermer les poussées populaires dans le cadre du régime capitaliste. Parmi ceux qui nous suivent beaucoup sont effectivement tentés par cette voie (voir de nouveau Nancy) parce qu'ils croient trouver là des solutions immédiates et concrètes à leurs difficultés. Pour les détacher de telles illusions, il est nécessaire de les intégrer peu à peu dans des luttes réelles (contrôle ouvrier, mobilisation contre les différents aspects du mode de vie imposé par le capitalisme) qui par leurs objectifs et par les moyens employés rendent plus concrète la perspective révolutionnaire. Ce n'est pas, il faut bien le voir, l'œuvre d'un jour, mais une

tâche difficile et longue qu'il faut poursuivre avec acharnement. Elle nécessite en outre que le P.S.U. poursuive de façon accélérée sa propre transformation : notre parti a déjà derrière lui par mal d'expériences, mais il est clair qu'il a encore à progresser dans la pratique des actions de masse et qu'il doit apprendre non pas à « octroyer » le socialisme aux travailleurs mais à le faire découvrir comme le mouvement autonome des exploités et des opprimés vers leur propre émancipation.

Il est nécessaire en même temps d'unifier les forces révolutionnaires, parce que la division des « gauchistes », les tendances centrifuges qui les parcourent, sont autant de handicaps qui empêchent l'apparition d'un pôle révolutionnaire crédible dans notre pays. Nous pouvons faire aux groupes d'extrême-gauche beaucoup de critiques, nous pouvons regretter qu'ils se fourvoient souvent dans des impasses, mais ils représentent aussi un capital militant irremplaçable pour le renouvellement du mouvement ouvrier. C'est pourquoi notre conseil national a indiqué que cette unification avait une importance décisive, qu'il fallait la pousser en avant en créant rapidement les conditions favorables à sa réalisation. Il ne s'agit pas dans ce domaine de croire au miracle de la fusion d'appareils et de micro-appareils en cherchant la base minimum d'accord et en oubliant de régler les problèmes essentiels. C'est pourquoi aux yeux de notre parti la politique d'unification et de regroupement est aussi un combat, une offensive pour la clarification, clarification qui doit porter sur quelques thèmes clés comme, par exemple, celui du dépassement des méthodes ou conceptions de la lutte politique qui éloignent de la grande masse de la classe ouvrière. Dans cet esprit le P.S.U. se déclare prêt à s'intégrer dans une formation plus large, ce qui veut dire qu'il est prêt à subordonner son intérêt étroit

de parti à l'intérêt plus général du mouvement révolutionnaire, mais cela ne peut avoir de sens que si la nouvelle organisation permet de faire un bond en avant au mouvement ouvrier et que si elle attire à elle de nombreux militants aujourd'hui inorganisés.

Une telle orientation se heurte, bien sûr, à un obstacle important : celui de l'influence prépondérante d'un P.C.F. néo-réformiste sur le mouvement ouvrier. Mais cet obstacle n'est pas de ceux qu'on lève par l'invective ou par la seule critique idéologique. Il faut apprendre à jouer sur la contradiction profonde qui traverse ce parti, la contradiction entre sa stratégie réformiste, (résultat de décennies d'acquiescement aux conceptions soviétiques) et les aspirations révolutionnaires toujours vivantes chez beaucoup de communistes. Dans ce but il est indispensable que le P.S.U. et les révolutionnaires pratiquent en direction du P.C.F. une politique de front unique (actions communes, discussions, mais aussi critique à chaque pas). Ce n'est pas une politique simple, ni facile à appliquer comme l'ont démontré les épisodes autour de la loi anti-casseurs. On risque effectivement de tomber dans le piège du suivisme, mais y renoncer serait abandonner pour longtemps l'espoir de voir craquer le monolithisme stalinien et les masses communistes se dégeler.

Tels sont les trois aspects indissociables de la politique qu'a décidée le Conseil national de notre parti pour faire de nouveaux pas en avant. Nos forces, aussi limitées soient-elles encore (malgré la progression de notre influence dans la période récente) permettent de l'entreprendre ; il s'agit de la mener au succès. □